délimité. Il ne peut offrir sa part en cautionnement. Si je demandais un prêt à la Société, j'offrirais mon terrain en cautionnement. Si je loue le terrain de l'ARDA ou de quelqu'un d'autre, je ne le peux pas. Comment un Indien, qui ne possède pas directement sa terre, peut-il alors la donner en garantie du prêt de la Société? Je le répète, l'Indien n'a pas de droit précis à une partie particulière de la réserve et je ne vois pas comment, dans ces circonstances, il peut profiter des mêmes avantages qu'un homme qui vit en dehors de la réserve. Le ministre semble trouver suffisante la garantie du ministre des Affaires indiennes.

Un prêt de \$100,000 consenti à une petite réserve aura une portée différente de celle qu'il aurait s'il était consenti à une grande réserve; c'est une chose à laquelle nous devrions nous arrêter. La portée de la mesure ne sera pas la même pour tout le monde.

L'hon. M. Olson: Les modifications prévues ici tendent à faire respecter le droit de l'Indien à sa juste part. Le député sait que nous ne pouvons hypothéquer quelque partie que ce soit d'une réserve, et c'est pourquoi nous demandons qu'un accord soit substitué à l'hypothèque.

● (5.50 p.m.)

M. Peters: Si c'est vrai—et c'est ce que je croyais en premier lieu—pourquoi le ministre s'opposerait-il à une garantie qui excéderait de beaucoup \$100,000? En faisant intervenir le ministre des Affaires indiennes, il demande à la Couronne, en fait, de garantir le prêt. J'aimerais savoir pourquoi cette garantie ne sera accordée que jusqu'à concurrence de \$100,000 au lieu de l'être en fonction de la superficie de la réserve, du nombre de gens qui y vivent, et d'autres considérations semblables.

Des voix: Lisez la note.

(Le sous-amendement de M. Burton est rejeté par 56 voix contre 43.)

L'amendement de M. Horner est rejeté par 67 voix contre 43.

L'hon. M. Macdonald: J'aimerais proposer:

Que le paragraphe (1) de l'article 17A du bill n° C-110 modifiant la loi sur le crédit agricole, soit supprimé et remplacé par ce qui suit:

«17A. (1) La Société peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure un accord avec le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien aux fins de permettre l'octroi de prêts en vertu de la présente loi à des cultivateurs qui sont des Indiens installés sur des réserves, à des corporations agricoles et à des associations agricoles coopératives dont les actionnaires ou les membres sont des Indiens installés sur des réserves et à des bandes qui s'adonnent à des opérations agricoles sur les réserves.»

[M. Peters.]

M. Horner: Cet amendement est vraiment redondant. Il signifie très peu de chose, mais de ce côté-ci, nous l'accepterons certainement, j'en suis sûr. (*Applaudissements*)

Nous sommes généreux. J'aimerais pouvoir en dire autant de vous.

M. Burton: En ce qui nous concerne, il s'agit d'un amendement d'ordre technique auquel nous ne trouvons rien à redire. Toutefois, j'aimerais signaler que lorsque nous avons posé des questions tantôt au sujet de la portée ou la nature des accords envisagés entre la Société et le ministre des Affaires indiennes, on ne nous a pas répondu.

(L'amendement de l'honorable M. Macdonald est adopté.)

L'article modifié est adopté.

Les articles 9 à 13 inclusivement sont adoptés.

Le titre est adopté.

M. le président: Le bill ainsi modifié est-il adopté?

Des voix: Sur division.
Rapport est fait du bill.

M. l'Orateur: Quand le bill sera-t-il lu pour la troisième fois? Avec l'assentiment de la Chambre, dès maintenant?

Des voix: D'accord.

L'hon. M. Olson propose que le bill soit lu pour la 3^e fois.

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, je propose, appuyé par le député de Regina-Est (M. Burton):

Que le bill n° C-110 modifiant la loi sur le crédit agricole, ne soit pas lu maintenant pour la 3^e fois, mais qu'il soit déféré au comité plénier de la Chambre aux fins d'en réexaminer l'article 5.

Des voix: Six heures.

● (6.00 p.m.)

Des voix: Le vote.

Une voix: Six heures.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. M. MacLean: Monsieur l'Orateur, le leader à la Chambre pourrait-il annoncer les travaux du gouvernement pour demain?

L'hon. M. Macdonald: Monsieur l'Orateur, si l'amendement pouvait être mis aux voix maintenant, et si l'on pouvait lire le projet de